

La fin des totalitarismes en Allemagne et en URSS.

Ressources pédagogiques :

La dénazification de l'Allemagne et le procès de Nuremberg :

Cette dénazification ne se résume pas au **procès de Nuremberg**, même si ce dernier en **est la manifestation la plus emblématique** et met en place une dimension nouvelle du droit international. Au cours d'un procès qui dure de novembre 1945 à septembre 1946, 22 hauts responsables nazis doivent répondre, devant le tribunal international de Nuremberg de quatre chefs d'accusation : **complot pour dominer l'Europe, crimes contre la paix, crimes de guerre** et, véritable nouveauté juridique, **crimes contre l'humanité**. Le principe ainsi posé va donner lieu à des actions en justice ultérieures contre des nazis (Eichmann, Barbie) et inspire toujours aujourd'hui les actions des tribunaux pénaux internationaux. Mais les peines prononcées à Nuremberg (12 condamnations à mort, 7 à la prison à vie, et 5 acquittements) ne sont que l'un des aspects les plus connus de la dénazification. **De nombreux autres procès de responsables nazis de rang moins élevé sont conduits par les puissances d'occupation dans leurs zones respectives. Pour les trois zones occidentales, ces procès donnent lieu à 5000 condamnations, dont 800 à mort sur lesquelles 486 sont exécutées. La dénazification passe aussi dans ces zones par des questionnaires** (« Fragebogen ») et est autant affaire de pédagogie que de justice (visite de camps de concentration imposées aux populations locales, projection de documentaires, retransmission de procès à la radio dont celui de Nuremberg...).

Mais elle se heurte à des réalités : **comment trouver un nombre suffisant d'Allemands compétents non compromis pour permettre une remise en marche du pays ?**

Le 8 mai 1945 il y a 8 millions de membres du parti nazi en Allemagne ; à Bonn 102 médecins sur 112 sont nazis ; à Cologne, sur les 21 spécialistes du service des eaux 18 le sont... Par ailleurs, comme le souligne Konrad Adenauer en 1947, la prolongation de la dénazification risque de déboucher sur une réaction nationaliste plus que sur une contrition de la part de la population allemande. De plus, à cette date, le début de la guerre froide amène les occidentaux à suspendre les mesures de dénazification. Tout cela permet de comprendre l'impact finalement limité de la dénazification : en 1951 en Bavière 94% des juges et des procureurs et 77% des employés du ministère des finances sont d'anciens nazis ; au ministère des affaires étrangères à Bonn, un fonctionnaire sur trois est un ancien nazi.

Dans la zone soviétique, l'impact de la dénazification est également limité pour plusieurs raisons :

- **le souci est moins de punir les nazis que d'asseoir solidement le pouvoir communiste ;**

- l'interprétation communiste, qui fait du fascisme un produit du capitalisme aux abois, amène à **cibler la répression sur des hommes d'affaires et des fonctionnaires soupçonnés d'avoir servi les intérêts de la classe dirigeante ;**

- l'idée dominante est que le fascisme se concentrerait dans l'Allemagne de l'ouest capitaliste ;

Comme dans les zones d'occupation occidentales, se pose le problème de trouver des Allemands compétents non compromis. On peut même parler **de récupération** : au début des années 60, **10% des parlementaires communistes est-allemands sont d'anciens nazis et beaucoup de cadres de la Stasi sont d'anciens membres de la Gestapo.**

La sortie progressive du totalitarisme en URSS Gorbatchev de la Glasnost à la disparition de l'URSS :

La chute du Mur de Berlin et la disparition de l'URSS deux ans plus tard surviennent au terme d'un long processus, amorcé avec la déstalinisation, et qui a connu des coups d'arrêt voire des reculs.

Les maux qui rongent le pays sont alors évidents :

- une économie à la traîne, souffrant de pénuries chroniques et écrasée par le poids des dépenses militaires qu'impose le face à face avec les États-Unis et l'enlisement dans le conflit afghan ;
- des indicateurs sociaux en baisse et un divorce croissant entre une « Nomenklatura » largement corrompue et une population au niveau de vie en berne.

Après son arrivée au pouvoir en 1985, Gorbatchev entreprend de réformer le système afin de le sauver :

- restructuration de l'économie et de l'appareil administratif (« Perestroïka ») ;

- « transparence » et liberté de l'information (« Glasnost ») après la catastrophe de Tchernobyl en 1986.

Mais ces réformes ne font que révéler les contradictions du système (comment concilier l'économie planifiée et le marché ? Comment concilier la Glasnost et la domination d'un parti unique ?) et elles réveillent en URSS même et dans les démocraties populaires les « niches de résistance », qui se manifestaient jusqu'alors par une « dissidence » minoritaire et réprimée mais surtout par une passivité des populations démotivées.

La fin du totalitarisme soviétique est d'abord le résultat d'un processus interne amorcé au temps de Khrouchtchev, et qui s'est accélérée sous Gorbatchev après une phase de « stagnation ». L'initiative est dans les deux cas venue du sommet, du fait d'une prise conscience par les deux dirigeants de l'impasse d'un système qu'ils souhaitaient sauver. Si la libéralisation relative et les velléités réformatrices de Khrouchtchev ont débouché sur un recul, la Perestroïka et la Glasnost ont fait tomber ce qui restait d'un système usé, dont la chute ne peut s'expliquer seulement par celle du Mur de Berlin.

Intro :

La fin des totalitarismes allemand et soviétique s'effectuent dans des contextes et selon des mécanismes très différents.

En Allemagne, la dénazification est la conséquence de la défaite. Elle est effectuée par les vainqueurs et nécessite de tenir compte de la reconstruction matérielle et morale de l'Allemagne. **La guerre froide** conduit rapidement à une différenciation des méthodes et des cibles de la dénazification dans la partie soviétique ou alliée. En 1949, on peut considérer qu'elle est terminée et que les poursuites seront alors individuelles.

En URSS, la tentative de réforme de Gorbatchev est, avant tout, une volonté de donner au système un **second souffle et non une volonté de détruire l'état soviétique**. C'est l'échec des réformes qui conduit à la disparition du système totalitaire soviétique et non une volonté politique destructrice.

I. La dénazification et le procès de Nuremberg.

1. Principes, méthodes de la dénazification.

a) les principes et les objectifs.

Dénazification, démilitarisation de la société et reconstruction politique et économique.

A l'ouest :

[les Français en Allemagne](#), actualités cinématographiques, Janvier 1947

Relevez dans le commentaire les phrases qui témoignent des objectifs de la dénazification et les méthodes utilisées
Démocratisation et la rééducation des esprits. « Rééducation du peuple allemand », retrouver « la liberté oubliée » et « les droits de l'esprit » (**film : la France en Allemagne, actualités cinématographiques, Janvier 1947**)

A l'Est :

Instauration d'un régime communiste dans la partie orientale. En Avril 1946, les KPD et le SPD (socio-démocrates) sont contraints de fusionner dans un nouveau parti le KPD/SED. Pour les soviétiques, il est nécessaire de « dénazifier » la société mais surtout « édifier » une nouvelle société socialiste calquée sur le modèle de l'URSS.

La dénazification est un objectif commun des alliés rappelé lors de **la conférence de Potsdam** (Juillet-Août 1945) dont les accords avaient pour but de définir les **zones d'occupation**, et le fonctionnement du **conseil de contrôle interallié**, chargé de gérer les évolutions de l'Allemagne.

Cependant, les tensions qui apparaissent dès 1946 et annoncent la guerre froide, conduisent les anciens alliés à reconstruire non pas une Allemagne mais deux Allemagne. La dénazification prend donc un sens et un aspect très différent à l'est et à l'ouest.

b) les méthodes : (p 242-243)

Le NSDAP comptait plus de 8 millions de membres en 1945. Il est impossible de condamner l'ensemble de la population. Les alliés organisèrent donc une épuration qui cherchait à la condamnation des principaux chefs locaux ou nationaux et des criminels de guerre.

Dès juin 1945, dans chaque Land, les forces d'occupation promulguent des **lois d'épuration**. Elle fixe les crimes qui sont susceptibles d'être poursuivis par les tribunaux.

- **la justice : Doc. 2a p 242 et 5 p 243.**

A l'ouest :

En 1945-1946, les criminels nazis sont poursuivis par des tribunaux militaires alliés, dont le plus célèbre est le TMI de Nuremberg. A partir de la fin de l'année 1946, les alliés transfèrent à des tribunaux allemands (Spruchkammer) la responsabilité de juger les responsables nazis.

Environ 20 000 Allemands furent jugés par les tribunaux alliés ou soviétiques ou par les tribunaux allemands (Spruchkammer). Les Spruchkammer définissent 5 catégories allant de « non coupables » à « compromis de façon majeure ». Le but des tribunaux est donc d'établir la responsabilité individuelle et ainsi d'éviter une responsabilité

collective de la société allemande. Beaucoup d'accusés présentèrent aux juges des certificats de complaisance (*Persilscheine*) dans lesquels des juifs ou des « ennemis du peuple » témoignaient de l'aide que leur avait l'accusé.

Doc. 2b p 242

Pour le reste de la population, les alliés utilisent également **des questionnaires (Fragebogen)** qui permettent de mesurer le degré de participation des populations au régime et du soutien qu'elles lui apportèrent.

En zones alliées, plus de 3,5 Millions de questionnaires furent distribués. Ils conclurent que moins de 3% des interrogés pouvaient être considérés comme coupables des crimes reprochés aux nazis.

A l'Est :

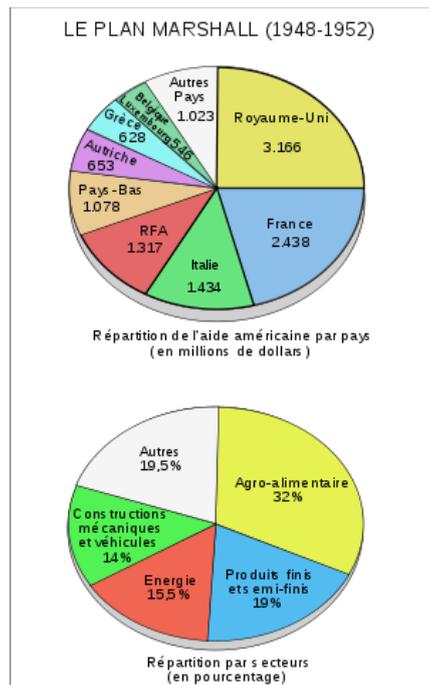
La dénazification prend un aspect beaucoup plus radical et est davantage une « épuration sociale » qu'une simple élimination des éléments les plus corrompus. Les Soviétiques vont ouvrir 11 camps d'internement qui ont accueilli 122 000 détenus dont 43 000 moururent. Parmi les détenus se trouvaient des responsables nazis mais aussi des opposants au communisme et tout particulièrement des socio-démocrates refusant la fusion avec le KPD.

- les médias. (Film, partie III)

A l'ouest, Les alliés rétablissent **la liberté de la presse** et cherchent à diffuser dans la population les grands principes de la démocratie et la condamnation des thèses nazies. L'objectif est de reconstruire « les droits de l'esprit ».

A l'est, on assiste à une prise de contrôle par les communistes (W Ulbricht) des médias qui se double de l'organisation de manifestations encadrées comme celles de la **Freie Deutsche Jugend**, un mouvement marxiste de dénazification de la jeunesse allemande. Très vite, la ville coupée en deux zones d'occupation devient le symbole d'une reconstruction politique et économique basée sur deux modèles antagonistes.

- l'économie et l'état:



A l'ouest, il s'agit moins de dénazifier que de reconstruire l'économie et l'état allemands. C'est aussi pour la France est aussi un moyen pour que « l'Allemagne paie » les destructions que notre pays a subi.

Ainsi, une part importante de la production allemande de la zone d'occupation française est envoyée en France.

Cependant, dès 1947, les impératifs de la guerre froide conduisent à une union des 3 zones d'occupation pour faciliter la mise en place **du plan Marshall**, décidé en 1946 mais rejeté par les soviétique (**conférence de Paris** de 1946).

Les Allemands de l'Ouest recevront près 10 % des moyens financiers et matériels octroyés par les EU à la reconstruction de l'Europe. Reconstruire l'Allemagne devient un objectif de la guerre froide et non plus de la dénazification.

L'impératif de faire fonctionner l'économie et l'état explique le faible nombre de condamnations d'industriels et de fonctionnaires dont l'aide est indispensable. En 1945, à Bonn 102 médecins sur 112 sont nazis ; à Cologne, sur les 21 spécialistes du service des eaux 18 le sont, en 1951 en Bavière 94% des juges et des procureurs et 77% des employés du ministère des finances sont d'anciens nazis ; au ministère des affaires étrangères à Bonn, un fonctionnaire sur trois est un ancien nazi. On constate ainsi, qu'à partir de 1948, l'épuration n'est plus une priorité.

Côté soviétique, la mise en place **d'une économie socialiste** explique pourquoi les patrons nazis apparaissent comme une cible principale de la dénazification. De plus, les grands domaines agricoles de l'est sont démantelés « dé-junkerisation » Beaucoup de fonctionnaires nazis se mettent au service du nouveau régime et **près de 10 % des membres de la Stasi** (police politique est-allemande) **sont d'anciens membres de la Gestapo**.

- **l'enseignement et la culture** : La dénazification de l'école et des universités est une priorité. Elle apparaît comme une priorité car l'école fut un des vecteurs de la diffusion du nazisme.

En RFA : Les alliés rouvrent les écoles au début de l'année 1946 et cherchent à mettre en place des systèmes copiés sur leur propre système scolaires. Le problème est le manque de personnel, les enseignants ayant été les vecteurs de la diffusion du nazisme, beaucoup sont écartés.

En RDA : les soviétiques créent « l'école unique » (8 à 14 ans) et rouvrent des universités dont la plupart des enseignants sont des communistes réfugiés en URSS pendant la guerre. Près de 50% des enseignants (environ 20 000 sur 40 000) sont exclus en RDA.

Doc. 3 p 243

Dans l'art, la dénazification passe par la destruction ou la transformation des œuvres symboliques du nazisme. Mais de nombreux artistes dont certains, comme la cinéaste **Leni Riefenstahl** ou **Arno Breker** (p201), qui étaient des artistes officiels du Reich, ne furent pas condamnés ou exclus de la vie artistique de la RFA.

2. Le procès de Nuremberg, un procès historique aux résonances morales et politiques.

[Correction de la fiche préparée à la maison.](#)

3) les limites :

La reconstruction de l'Allemagne nécessite de mettre rapidement fin aux poursuites généralisées. L'ampleur de la participation de la population au parti est telle qu'elle rendait impossible une épuration totale de la population. De plus, la reconstruction nécessite un personnel qualifié qui, souvent, à occuper les mêmes fonctions d'encadrement dans le régime nazi.

En RFA, en **1949 puis en 1954**, le chancelier allemand Conrad Adenauer fait voter **des lois d'amnistie** qui n'amnistient que les crimes passibles de moins de 3 ans de prison. Elles ne concernent pas les chefs nazis qui ont réussi à fuir ou les criminels de guerre qui peuvent être poursuivis individuellement.

En RDA, la dénazification s'interrompt rapidement car après l'établissement de la république populaire, la population est assimilée au camp de l'antifascisme conduit par l'URSS.

La révélation de l'ampleur des crimes nazis a souvent conduit à des attitudes de repli de la population allemande dont la majorité des membres se présente comme des victimes du régime hitlérien. **Le « tabou du passé national-socialiste »** fut très important et ne fut levé que par la jeune génération (incarnée par Beate Klarsfeld) qui, à la fin des années 1950, rouvrit la question de la « *culpabilité allemande* ».

<http://www.parismatch.com/Actu-Match/Monde/Actu/Gifle-Kiesinger-Beate-Klarsfeld-nazi-120738/>



Ce débat permit la tenue de nouveaux procès ou la mise en cause de responsables politiques de la RFA. En effet, après 1949, de nombreux hommes politiques ou fonctionnaires compromis ont occupé des fonctions importantes en particulier, **Kurt Kiesinger** qui devint chancelier entre 1966 et 1969 alors qu'il avait été un haut-responsable du ministère de la propagande dirigé par Goebbels.

Certains chefs nazis en fuite reçurent l'aide de puissances étrangères et disparurent ou menèrent une seconde vie sans être inquiétés. Ce n'est qu'en 1961, qu'Adolf Eichmann, capturé par le Mossad en Argentine, fut condamné à mort à Jérusalem. En France, Klaus Barbie, identifié par Beate Klarsfeld, ne fut condamné à la prison à vie qu'en 1987, 4 ans après son extradition de Bolivie où il occupait auprès du gouvernement dictatorial des fonctions militaires officielles.

Conclusion : Les objectifs et les méthodes de la dénazification furent différents à l'est et à l'ouest. on peut affirmer que la dénazification fut partielle et se heurta dans la population au sentiment de culpabilité collective qui conduisit à l'amointrissement des responsabilités individuelles.

II. La progressive sortie du totalitarisme en URSS.

1. Gorbatchev et l'impossible réforme du système soviétique.

a) Un contexte de crise économique et de nécessaires réformes.

1979 : Guerre en Afghanistan. L'URSS peine à maintenir sa production et se retrouve en quasi-faillite du fait du surpoids des dépenses militaires dans l'économie nationale.

La contestation dans les démocraties populaires est vive en particulier en Pologne (Grèves générales et opposition des ouvriers qui s'unissent dans le syndicat **Solidarnosc**, l'état d'urgence est alors décrété jusqu'en 1983)

1982 : Mort de Brejnev, difficile succession : Iouri Andropov (1982-1984) puis Konstantin Tchernenko (1984-Mars 1985)

1985 : Gorbatchev accède à la tête de l'URSS.

b) Glasnost et Pérestroïka.

Doc.2 et 3 p 250-251 :

Q1 : En quoi les politiques dites de **Perestroïka** et de **Glasnost** sont-elles un changement de cap par rapport à l'idéologie soviétique ?

Q2 : Montrez que cet article du Monde témoigne des tensions et de la méfiance des soviétiques vis-à-vis de la politique de Gorbatchev.

Comme le montre les documents, la politique de Gorbatchev est une rupture avec la politique soviétique. Le caricaturiste Behrendt représente Gorbatchev indiquant de la main une direction opposée à celle de Marx, Lénine et de Staline. Ses réformes sont fondées sur une libéralisation de l'économie mais aussi une plus grande liberté individuelle, une plus grande autonomie des fédérations de l'URSS et la fin de l'ingérence soviétique dans les PECO. La **transparence** se manifeste particulièrement après l'accident nucléaire de Tchernobyl. Les tensions sont vives, la population est partagée entre espoir de démocratisation et peur du retour en arrière.

2. l'effondrement du système laisse un pays à reconstruire.

L'effondrement du système est une conséquence des réformes démocratiques en URSS.

La mise en place d'élection libre à l'échelle des fédérations permet l'émergence d'une contestation forte en particulier de B. Eltsine soutenu par les dissidents.

En 1990, Il obtient la majorité des sièges à l'assemblée de Russie et est élu au **soviet suprême** où il parvient à être désigné comme Président. Désormais, il y a un double pouvoir en URSS et une décomposition de l'Union qui débute par le processus d'indépendance des 3 pays baltes. Eltsine incarne non pas l'URSS mais la Russie où il dispose d'un large soutien (**doc. 4 P251**).

En Août 1991, Les communistes conservateurs tentent un putsch à Moscou, auquel s'oppose la population.

Le 25 décembre 1991, l'URSS disparaît et avec elle un des régimes les plus autoritaires qu'ait connu le monde.

La fin de l'URSS dont la Russie est partiellement l'héritière conduit à une nécessaire reconstruction de l'état :

- reconstruction territoriale : passer de l'URSS à la fédération de Russie qui cohabite avec 14 nouveaux états
- reconstruction économique : passer de l'économie socialiste à l'économie libérale
- reconstruction politique : passer de la dictature du parti communiste à la démocratie.

Conclusion :

Les totalitarismes ont marqué l'Europe durant une grande partie du XXe siècle. Leur éradication et la volonté de ne plus jamais voir les réapparaître expliquent la diffusion de la démocratie et du pacifisme qu'incarne le Conseil de l'Europe et la construction européenne.